

## [Presse nationale et étrangère à la clôture du Second Festival international du havane](#)

### **Auteur:**

- [Presse nationale et étrangère](#)

Journaliste. Que vous a semblé la clôture en général ? Emouvante ?

Fidel Castro. Intéressante. J'avais déjà participé à la clôture, l'an dernier. Mais nous sommes lancés maintenant dans une lutte dure, et je ne voulais pas me présenter à la vente aux enchères, parce que ç'aurait pu paraître frivole. Tout le monde ne comprend la raison d'être de ce genre de choses. Parce que l'intéressant de ces enchères, c'est que la totalité des sommes encaissées est consacrée à l'achat de médicaments pour les enfants. L'an dernier, et cette année-ci encore. Mais cette fois-ci, je n'ai pas voulu assister au dîner, et l'an dernier non plus. En revanche, l'an dernier, j'avais assisté à la vente aux enchères, contrairement à cette fois-ci.

Journaliste. Mais cette fois-ci, il y avait un facteur important : la réclamation pour le retour d'Elián.

Fidel Castro. C'était un facteur supplémentaire.

Journaliste. C'est supplémentaire.

Fidel Castro En fait, je suis venu en pensant à l'importance de la vente aux enchères pour promouvoir les exportations dans cette branche. L'autre motivation, qui exige donc l'effort de venir, c'est ce que peuvent représenter quelques centaines de milliers de dollars en médicaments pour enfants. Voilà pourquoi je suis venu, mais je n'ai pas voulu prononcer un discours. J'ai demandé à Lage de le faire.

Ç'a aussi été très émouvant, parce que Pupi, que Lage a mentionné comme la personne qui avait surenchéri de 50 000 dollars, représente la Palestine à d'importantes activités internationales.

Journaliste. Oui, bien sûr.

Fidel Castro. C'est tout un symbole, parce que ç'a été un geste spontané de sa part. Et ceux de la société hispano-française - une fusion, si j'ai bien compris - ont dit qu'ils ajouteraient ce qu'il fallait pour dépasser le total de mises de l'an dernier.

L'an dernier, on a fait sept cent mille dollars et quelque. Cette année, grâce à cette décision, on a atteint huit cent mille. Et vous pouvez acheter des tas de choses avec ça : des matières premières pour des médicaments, ce qui permet de convertir cette somme en des millions. Quand vous importez la matière première et que vous produisez sur place, la valeur de l'argent se multiplie.

Journaliste. Dans la pratique, c'est un trou dans le blocus.

Fidel Castro. Exact. Dans la pratique, nous en tirerons deux ou trois millions, si c'est des matières premières; si ce sont des médicaments déjà préparés à importer, ce sera moins. De toute façon, nous en multiplions toujours la valeur.

C'est parce que nous sommes lancés dans cette lutte, jour après jour, que je ne suis intervenu à aucune

tribune. C'est inutile, d'ailleurs. Tous des visages nouveaux. Il y a une foule de jeunes pleins de talents qui ont pris la parole. Je n'ai pris la parole à aucune de ces tribunes.

Bien entendu, les jeunes communistes et les étudiants reçoivent l'orientation stratégique de la Révolution par l'intermédiaire de leurs dirigeants les plus expérimentés, étant donné la complexité et l'importance de cette lutte, mais ce sont eux en tout cas qui organisent les actions et les dirigent avec le concours total des organisations de masse et sociales et des organismes publics pertinents.

Journaliste. On a vu surgir des milliers d'orateurs.

Fidel Castro. Et il va en surgir bien plus. Nous passerons à une nouvelle étape, parce cette lutte, comme le dit le Serment de Baraguá, ne cessera pas. Il ne sert à rien d'obtenir le retour de l'enfant si d'autres cas semblables ou pires se présentent demain.

Tiens, deux Cubains sont morts ces jours-ci. Il y a quatre jours de ça, environ, six dans un bateau, et deux sont morts. Voilà la Loi d'ajustement cubain ! J'ai lu ce matin une dépêche selon laquelle quinze hommes, trois femmes et deux fillettes étaient arrivés aux côtes des Etats-Unis sur une embarcation de fortune. Et ce genre d'embarcation peut couler. Cette Loi stimule ce genre de choses. Nous accusons les Etats-Unis de stimuler les départs illégaux. Et cette bataille durera tant que cette Loi d'ajustement existera. À quoi bon ajouter autre chose : on trouve tout ça dans le Serment de Baraguá, cette loi et tout le reste, la loi Torricelli, la loi Helms-Burton, le blocus, la guerre économique, la subversion et tous les conspirations contre la Révolution. Tant que ceci existera, la bataille se prolongera. C'est tout ce que je peux dire.

A quoi bon que je prenne la parole dans les tribunes ouvertes. Il s'agit d'une responsabilité de tout le monde, de tout le pays, et c'est aussi une responsabilité des dirigeants de la Révolution que nous assumons à fond. Mais c'est quasiment un miracle, cette apparition d'orateurs en nombre illimité. De partout. On en a vu des choses !

Journaliste. De Baracoa à Guane.

Fidel Castro. Le gouvernement des Etats-Unis a été conduit par la mafia de Miami à commettre trois erreurs : d'abord, séquestrer l'enfant; ensuite, inventer une histoire d'espionnage. En fait, nous n'accusons pas le gouvernement nord-américain, car il s'agit réellement d'une conspiration organisée à Miami par l'organisation annexionniste appelée Fondation cubano-américaine de connivence avec le chef du FBI de l'endroit. Nous n'accusons même pas la direction centrale du FBI. En tout cas, les autres ont tendu un piège perfide. Ils ont trompé Faget, qui était un haut fonctionnaire du Service d'immigration et de naturalisation (SIN), ils lui ont tendu un piège, ils lui ont dit qu'Imperatori allait déserter et qu'il devait donc lui préparer des documents. Imperatori m'a tout expliqué en détail : tous deux ne se sont rencontrés qu'une seule fois, pour des raisons de travail, en octobre, je ne me souviens plus du jour. Et son prédécesseur, qu'il avait remplacé en juillet, avait vu Faget deux fois seulement, quand il était allé à Miami dans le cadre de ses fonctions, de la même manière que le chef de notre mission diplomatique et d'autres fonctionnaires rencontrent des législateurs, des adjoints, des journalistes et des personnalités de toute sorte.

Tout cette histoire d'espionnage est inventée, c'est un mensonge pur et simple. Il se peut que certains aient eu envie de se venger de Faget. Quand un vice-consul cubain arrive dans un aéroport - partout, et tout le monde le sait - il doit y avoir au moins trois organismes pour le prendre en filature, entre autres le FBI et la CIA, au moins trois ou quatre services surveillant tout ce qu'il fait, et notre fonctionnaire n'entre dans aucun appartement ou dans aucun endroit mystérieux pour parler en cachette avec quelqu'un. Il descend parfois à l'hôtel ou chez un ami, et quand il parle à quelqu'un, il le fait en public, sans la moindre conspiration. La teneur des brèves conversations de Molina et d'Imperatori avec Faget à Miami est absolument anodine. Et puis, trois en quatorze mois !

Et c'est si faux que le vice-consul José Imperatori n'a parlé qu'une seule fois avec Faget, au téléphone

en octobre 1999, pour le saluer, parce que son prédécesseur lui avait parlé de lui depuis juillet. Faget est un haut fonctionnaire du SIN, et il est logique que n'importe quel vice-consul tâche de lui parler, car plus de cent mille Cubains vont et viennent tous les ans entre les USA et Cuba, et plus de vingt mille d'ici bénéficient chaque année d'un visa de résidence là-bas.

Sans parler des bateaux détournés de temps à autre... Tenez, voilà pas longtemps, il y a eu le cas de deux Pakistanais et d'un Indien qui ont détourné un bateau avec deux travailleurs cubains à bord, qu'ils ont failli assassiner. Quand ils ont vu les lumières des côtes nord-américaines, ils étaient tout heureux. Vous savez pourquoi ? Eh bien, parce qu'ils avaient entendu parler de cette fameuse Loi d'ajustement, aux termes de laquelle celui qui arrive de Cuba reçoit automatiquement le permis de séjour. Mais personne ne leur avait expliqué que ça ne s'applique qu'aux Cubains ! Et ça donne lieu à des choses de ce genre : deux de nos travailleurs ont failli être assassinés. Et sans parler aussi de la contrebande de personnes, contre laquelle les autorités nord-américaines ne font rien. C'est nous qui nous battons contre la contrebande d'émigrants, pas eux !

Nous avons dans nos prisons une soixantaine de personnes vivant à Miami qui venaient chercher ici des candidats à l'émigration à bord de bateaux. Nous les avons arrêtées, nous avons même durci la loi contre la contrebande de personnes, jusqu'à la réclusion à vie. Aux USA, la peine est de jusqu'à dix ans, mais ils n'osent même pas l'appliquer. De tous ceux que nous avons arrêtés pour ce chef d'accusation, nous n'en avons jugé et condamné que deux ou trois, parce que l'accident a eu lieu ici et qu'il y a eu mort d'homme. Les autres ont eu des ratés de moteur, ou ils ont été capturés dans nos eaux territoriales ou sur la côte, à la suite de mesures préventives. Ceux-là, ils sont encore en instance de jugement. Ils vivent à Miami, ils touchent l'argent à Miami, le bateau est de Miami, et nous avons dit aux autorités nord-américaines : le crime principal, ils l'ont commis chez vous, pas ici. Ça fait des mois que nous attendons des réponses ! Quand allez-vous venir chercher ces messieurs pour les juger ? Et elles ne veulent pas. Et vous savez pourquoi elles ne veulent pas ? Eh, bien, parce qu'elles ont peur ! Vous ne trouverez pas un seul juge à Miami qui ose les juger !

Journaliste. Alors, nous les jugerions ici, nous ?

Fidel Castro. C'est encore à voir. En tout cas, ces gens sont ici en attendant qu'on les renvoie là-bas. Sinon, nous aidons les autorités à régler un problème, nous les aidons dans leur lâcheté, et nous ne sommes pas disposés à le faire, vous comprenez ? Pour l'instant, elles nous obligent à les garder ici au frigo ! Ce qu'elles devraient faire, c'est les ramener là-bas et les juger, mais elles n'osent pas. Là-bas, personne n'a jamais été puni pour contrebande, tout au plus quelques avertissements, un point c'est tout. Aucun juge là-bas n'ose juger ces gens-là. Tenez, dans le cas d'Elián, ils ont changé au moins quatre fois de juge, de l'Etat ou fédéral. Ça devrait être un juge de Miami qui juge ces contrebandiers, et personne ne le fait. Et ils ont toujours en prison chez nous.

Les seuls à avoir lutté contre les passeurs, c'est nous, vous comprenez ? Eux, là-bas, ils n'ont absolument rien fait. Et la Loi d'ajustement est toujours en vigueur, et en plus ils y ont ajouté d'autres prérogatives, d'autres stimulants, sans parler des stations de radio qui poussent aux départs illégaux, si bien que ceux-ci étaient en train d'augmenter.

Nous avons les seuls à avoir adopté des mesures de contrôle interne : nous avons décrété une loi, nous avons bien réglementé tout ce qui a trait à la possession ou à la fabrication de bateaux, la coopération de la population s'est accrue en vue de poser plus d'entraves. Les départs ont diminué, mais grâce à nous. Alors, cette Loi d'ajustement cubain, les USA doivent la supprimer, purement et simplement, parce que c'est un crime conscient. Tenez, je vous l'ai dit, on a appris aujourd'hui d'une embarcation qui a abouti à un cayé, aidée par les courants, avec deux fillettes et plusieurs femmes à bord. Cette Loi stimule la mort d'enfants et de mères, et c'est un crime !

Journaliste. Le facteur intéressant, c'est le soutien international à Cuba dans le cas d'Elián...

Fidel Castro. Oui, le cas d'Elián... Mais la Loi d'ajustement cubain est une usine de mort. Les USA l'ont

créée et ils doivent la déroger. Là-dessus, nous ne transigerons pas. Notre position est tout ce qu'il y a de plus ferme : nous lutterons jusqu'à la disparition, non seulement de la Loi d'ajustement cubain, mais encore de la loi Torricelli, de la loi Helms-Burton, du blocus et de toutes les conspirations contre notre pays qui ont duré plus de quarante ans. Voilà notre position, je le dis tout net.

En fait, nous n'accusons pas l'administration Clinton du problème délicat qui s'est créé, bien qu'elle ait preuve de faiblesse : cet enfant, elle devait l'avoir rapatrié, tout simplement. Ces gens-là ont l'habitude de faire tant d'insanités... Allez savoir combien de parents ont perdu le droit à l'autorité paternelle, parce que c'est parfois le père qui emmène l'enfant et la mère qui reste ici, ou alors la mère qui emporte l'enfant avec elle, des divorcés, et le père reste ici. Il y a des milliers de cas de ce genre.

Nous n'interdisons pas les départs. Les vingt mille qui reçoivent un visa tous les ans partent sans problèmes. En veulent-ils plus ? Eh bien, soit ! Nous, oui, nous avons respecté le droit à l'autorité paternelle. Ça nous fait mal qu'un enfant abandonne l'école, change d'ambiance, perde son identité, car c'est un innocent, mais nous respectons le droit du père s'il veut partir avec l'enfant. Nous le respectons aussi fermement que nous défendons le droit de ce père qui est resté ici, qui a demandé qu'on l'aide dans sa lutte pour récupérer son enfant. Mais des milliers d'enfants voyagent tous les ans. C'est douloureux, ce déracinement, mais nous respectons l'autorité paternelle. Une famille peut avoir un, deux ou trois enfants, ça nous fait mal qu'ils s'en aillent de l'école et qu'il perdent leur identité, mais nous respectons ce droit sans exception.

Bien mieux, au début de la Révolution, quatorze mille enfants ont été emportés en contrebande. Les contre-révolutionnaires ont inventé un décret faux, infâme, apocryphe, ils l'ont signé comme s'il s'agissait d'un décret authentique en projet. C'était l'époque de la loi de réforme agraire, de la réforme urbaine et d'autres, et c'est dans cet esprit et dans ce climat qu'il ont inventé cette loi et l'ont divulguée en vue de semer la terreur. Ils ont inventé quelque chose que j'ai lu ensuite dans un roman de Choloikov, *Le Don sanglant*, ou un autre de cet auteur qui a reçu ensuite le Prix Nobel. J'ai découvert que cette histoire de l'autorité paternelle avait déjà été utilisée contre la Révolution russe, que ce n'était pas nouveau. Ils l'ont utilisée ici et ça a eu un effet terrible, ça a fait peur à beaucoup de gens.

Un livre va bientôt sortir sur cette histoire de séquestration massive, mais dans ce cas avec l'aide des parents qui ont été trompés par les services de renseignements des Etats-Unis qui ont tout organisé.

Journaliste. Mais beaucoup de ces enfants, devenus des adultes, ont réagi et sont en train de défendre...

Fidel Castro. Oui, ils ont réagi, et ce sont ceux qui protestent le plus. C'est le cas de l'avocat qui a une position très solide, et d'autres encore, qui continuent de souffrir de ce qu'il leur est arrivé. Que s'est-il passé ? Il y a eu la crise des Missiles, et les voyages ont été suspendus, et beaucoup de ces enfants se sont retrouvés là-bas et leurs parents ici.

Nous n'avons jamais interdit les départs légaux de ceux qui le voulaient. C'est nous qui, une fois les familles divisées, avons exercé des pressions pour la réunification familiale. Bref, nous avons respecté absolument l'autorité paternelle.

Oui, ils ont fait quelque chose d'infâme avec ces quatorze mille enfants. Et beaucoup en ont pris conscience. Cet avocat que j'ai mentionné, José Pertierra, fait partie de ceux qui se prononcent le plus clairement contre l'enlèvement d'Elián. Lui, et bien d'autres.

C'est nous qui avons respecté l'autorité paternelle, pas eux, et ils nous arrachent un morceau du cœur chaque fois qu'un enfant abandonne son école, ici où le système d'éducation est bien meilleur qu'aux USA, où le système de santé est bien meilleur pour les enfants, avec moins de mortalité infantile qu'aux USA, où la drogue n'est pas un problème, et où aucun enfant ne court le risque qu'un autre l'assassine.

Hier même, un enfant de sept ans a tué une fillette de six à l'école, sous les yeux de l'institutrice. Il est entré avec un revolver et il l'a tuée sous ses yeux. Le comble, c'est que l'extrême-droite s'oppose au

contrôle des armes !

Même si nous estimons que le gouvernement nord-américain n'est pas le premier responsable, il est fautif, absolument, je ne vais pas dire que non. Le problème, c'est l'anarchie qui règne dans ce pays. Les juges de la Floride font ce qu'il leur chante. Il a fallu les changer à quatre reprises dans le cas d'Elián, un vrai scandale. Le premier, celui de la cour fédérale, a été contesté, et il a fallu en nommer un autre, qu'on disait honnête, mais on le rend malade... Nul ne sait s'il s'agit d'une maladie pour de bon ou si on lui a administré quelque chose. En tout cas, on dit qu'il a eu un problème de santé sérieux. Et l'homme, ouste, dehors ! Et encore un autre juge, qui fait passer l'audience du 6 mars au 9. Quel désordre, quel chaos, quel discrédit ! Vous ne trouvez ça dans aucun autre pays du monde civilisé !

Mais il y a aussi quelque chose de grave, qu'Imperatori dénonce dans sa lettre ouverte aux Canadiens, au sujet du grand-oncle qui séquestre Elián. Nous, nous ne voulions pas parler de cette question et nous ne l'avons pas fait. Mais l'histoire de ce triste sire est sinistre. Et je pèse mes mots : sinistre ! Et pas parce qu'il a eu deux ou trois accidents de voiture en conduisant en état d'ébriété, pas parce que c'est un alcoolique. Non, c'est plus grave encore, et Imperatori l'a dénoncé : c'est tout simplement quelqu'un de corrompu, quelqu'un de vicieux aux tendances morbides. Le fait est qu'il a été professeur d'éducation physique, ici, dans deux écoles - nous sommes en train de préciser les faits - et je crois même que trois écoles, des écoles d'initiation sportive, les EIDE. Ce sont d'ailleurs des journalistes nord-américains qui ont entendu parler de ça là-bas et qui ont découvert les premiers indices de ses pires fautes. Nous savions bien des choses de sa conduite personnelle, mais nous l'avons gardé pour nous, nous ne l'avons pas utilisé. Plus tard, des témoignages sont apparus au sujet de quelque chose de bien plus sérieux : que cet individu, quand il était professeur d'éducation physique, abusait sexuellement de ses élèves. Et il était si dégénéré qu'il en est arrivé à commettre des actes d'abus sexuel. Et c'est à ce sinistre individu qu'on a confié le droit de garde de l'enfant aux USA !

Imperatori, qui a risqué sa vie et a joué son va-tout afin de défendre la vérité, de démanteler la conspiration, l'a dit clairement en adressant son message au peuple canadien. Tout ce que nous avons dit, nous, dans le Granma, ç'a été : «On ne sait pas encore à quel genre d'individu on a confié le droit de garde de l'enfant.» Le peuple nord-américain se trouve devant un problème très sérieux. Je crois que s'il y a quelque chose qui répugne le peuple nord-américain, c'est bien l'abus sexuel d'enfants et d'adolescents.

Notre presse a juste fait la mention que je viens de dire, parce que nous ne voulions pas qu'on croie que nous inventions des choses ou que nous recourions à certains antécédents. Ce n'est pas nous qui l'avons dit. Un certain nombre de journalistes connaissent l'histoire, mais le thème est si scabreux que personne n'a encore osé en parler publiquement. Notre ex-vice-consul, fort de la dignité et de la morale avec lesquelles il a abandonné le Canada, l'a dit dans cette lettre ouverte, parce que c'est à cause du problème de l'enfant que les autres ont inventé cette histoire de conspiration, et que c'est là la cause de la tragédie et des risques qu'il a courus. Il a défié les risques et il est resté aux Etats-Unis après avoir commencé une grève de la faim.

C'est là un problème sérieux, très sérieux, sur lequel ils devront réfléchir là-bas, parce que nous avons des données, beaucoup de données. Mais ce que je veux savoir, c'est ce qu'ils feront le 9 mars, puisque les autorités nord-américains ont laissé à ces gens-là le temps d'interjeter appel. Alors que ce qu'elles auraient dû faire, si elles avaient eu un peu de dignité et s'il n'y avait pas eu au milieu la politiaillerie et les campagnes politiques, c'était rapatrier l'enfant dès que la commissaire du SIN avait reconnu les droits du père. Mais elles ont donné aux ravisseurs l'occasion de présenter tous les pourvois possibles et imaginables. Et il est évident que le maintenir indéfiniment là-bas fait un tort terrible à l'enfant, cause une souffrance terrible à la famille et à tout le peuple cubain, à onze millions de personnes. Et même les ennemis de la Révolution condamne cette attitude !

Il y aura donc une audience le 9 mars, à condition que le juge ne tombe pas malade ou qu'on ne tue pas. Parce que cette mafia est capable de tuer des juges. Ce ne serait pas la première personne qu'elle tuerait !

Au cours d'une table ronde, on a parlé des actes terroristes commise par cette mafia à l'époque où l'émigration a commencé à vouloir engager un rapprochement avec son pays d'origine : elle a tué un certain nombre de gens, et les autorités nord-américaines le savent pertinemment, parce que ces gens-là ont été leurs élèves, ont été formés par elles pendant des années comme des techniciens du crime. C'est la vérité, une vieille histoire.

Je ne vais pas accuser Clinton de ce qui s'est passé avant lui, mais, et je le dit en toute franchise, il devrait être un peu plus résolu. Il a adopté une bonne position dans cette question, à savoir que l'Attorney General a soutenu la commissaire du SIN, que le président a soutenu l'Attorney General et jusqu'à la secrétaire d'Etat.

Alors, les autres ont inventé un cas d'espionnage qu'ils ont révélé quatre jours avant l'audience. Le 11. C'est ce jour qu'ils ont tendu un piège à ce haut fonctionnaire, à ce prétendu espion. Mais ils n'ont aucune preuve, et ils ne peuvent pas en avoir ! Je peux vous le dire, moi qui ai conversé avec Molina et maintenant avec Imperatori, et nous savons maintenant tout ce qu'il s'est passé, nous connaissons jusqu'aux moindres mots échangés. Nos fonctionnaires n'ont pas posé la moindre question à Faget, ne lui ont absolument rien suggéré, parce qu'ils auraient alors commis une très grave indiscipline. Et voilà pourquoi nous avons dit : démontrez-nous qu'ils ont fait ça et nous sommes prêts à les juger, parce que ce serait une indiscipline grave et compromettante qui n'est jamais arrivée en vingt-deux ans !

Les autres n'ont rien, absolument rien ! Zéro évidences ! On leur a monté un bateau ! En fait, la mafia a monté trois bateaux au gouvernement. J'en ai mentionné deux. Ils ont tendu un piège au fonctionnaire : personne ne peut être sanctionné parce que c'est à la suite d'un traquenard qu'il a été induit à commettre une indiscrétion avec un ami intime.

Ce fonctionnaire était incontestablement très ami, voire partenaire économique de l'homme d'affaires Font, qui a la réputation d'être un millionnaire. Les autres disent que Faget, à peine un quart d'heure après, lui a téléphoné. On l'a induit en le trompant à raconter à l'autre ce qu'on lui avait raconté à lui. C'était Font qui avait présenté ce fonctionnaire, Faget, au chef de notre Section d'intérêts, pendant une réunion d'hommes d'affaires du Connecticut où il y a avait aussi un Colombien. C'est Font qui avait organisé cette réunion à laquelle il avait invité ce fonctionnaire du SIN, qui était aussi son partenaire. Il y a eu un échange de cartes de visite.

Par la suite, Molina a parlé avec Faget à deux reprises. Molina m'a raconté avec pas mal de précision tous les détails dont il se souvient, mais les documents ont plus de mémoire que les hommes, vous savez ? et comme la norme est de rédiger une information sur ce genre d'activités, eh bien, les documents sont plus fiables que la mémoire des auteurs en personne.

J'ai conversé avec Molina dès que cette invention de l'espionnage a éclaté : dis-moi comment ça s'est passé, tous les détails, à quelle heure, comme est cet homme, quel est son caractère... La vie vous apprend un peu de psychologie, et tout est très clair. Et maintenant, j'ai conversé directement avec Imperatori pour savoir ce qu'il s'était passé. C'est pour ça que je peux vous affirmer que les autres n'ont pas le moindre preuve à laquelle s'accrocher. Absolument aucune ! Tout est faux. Ils sont coulés, et ils ont monté l'administration Clinton dans cette galère !

D'abord, les autorités nord-américaines prennent une décision correcte au sujet de l'enfant, mais au lieu de l'exécuter et de rapatrier Elián sur-le-champ - le conflit était déjà en route - elles attendent trois ou quatre jours et laissent tout le temps aux autres pour commencer toutes les magouilles juridiques possibles et imaginables.

Deuxièmement, le chef du FBI à Miami, Héctor Pesquera, de pair avec un autre membre de ce service, Paul Mallet, qui était chargé du cas, parce qu'ils avaient soupçonné quelque chose, semble-t-il, ou peut-être parce qu'ils avaient vu ce Faget en compagnie du vice-consul une fois ou deux, et ils ont décidé que Mallet le prenne en filature. Eux, ils disent qu'ils surveillaient Faget depuis un ans. Mais quel hasard

! Juste onze jours avant l'audience, ils lui tendent un piège et formulent une dénonciation publique hâtive et scandaleuse à peine quatre jours avant l'audience ! Alors, le chef du FBI de Miami - qui est le cinquième le plus important des Etats-Unis - envoie le rapport à ses supérieurs et leur montre la conversation téléphonique entre Faget et son partenaire Font, des enregistrements, des photos ou des vidéos de Faget avec Molina ou de Font en conversation avec l'un des vice-consuls cubains, et à Washington ils l'ont cru. Oui, ils ont cru ce truc grossier et ils ont agit en conséquence.

Quand les instances supérieures reçoivent tout ça, elles décident de déclarer Imperatori persona non grata, mais on les avait bernées, à mon avis. Car on sait l'effet que ça fait, qu'un chef de ce genre de service vous dise : «Écoutez un peu cette conversation, regardez cette photo, ce type-là est un espion, il est en train de donner tels ou tels renseignements...» Ou même des extraits de conversation. Parce qu'ils ont parlé en effet d'extraits de conversation. Eh bien, il faut exiger qu'ils publient tout, pour éviter de sortir une phrase ou une autre de son contexte. En fait, Faget était en train de défendre les intérêts du SIN et était préoccupé par les immigrations illégales. Il accuse d'ailleurs pratiquement Cuba quand il dit au vice-consul : «Il y a des fonctionnaires corrompus à l'aéroport de La Havane qui ont permis à des gens ne possédant pas les documents requis de monter dans les avions qui volent à Miami.» Ça peut arriver, on peut suborner quelqu'un.

Je n'avais jamais entendu parler de ce genre de problème, je vous l'assure, et j'ai aussitôt demandé quels cas de ce genre on connaissait. Parce que n'importe qui monte dans un avion normal et déclare en descendant : «Ça y est, je suis en territoire nord-américain, et je demande à être reçu aux termes de la Loi d'ajustement.» Ils sont pris à leur propre piège.

C'est pour ça que nous n'accusons pas le gouvernement, ni le département d'Etat, ni le ministère public, et je le dis très sérieusement. Je sais bien quels sont leurs points faibles, et ils n'auraient pas dû donner ces quatre ou cinq jours à la mafia pour se lancer dans ses interminables magouilles légales. Et puis, vous avez aussi tous les candidats présidentiels lancés dans leur démagogie habituelle, préélectorale, disant tout ce qu'il faut pour flatter ceux de la Floride, parce que le mythe selon lequel la mafia y décide des élections dure. Et tous les candidats de soutenir l'enlèvement de l'enfant, tandis que le président, lui, soutient l'Attorney General tout en affirmant que les juges décideront. Oui, pourquoi a-t-on laissé quatre ou cinq jours à ces gens-là pour interjeter appel ? Il y a beaucoup de lâcheté dans tout ça.

Par exemple, au sujet de la contrebande de personnes, ils n'ont jugé aucun passeur, pas un seul. Nous en avons ici, nous les leur offrons pour qu'ils le fassent et ils ne le font pas. Ils n'osent pas. Cette mafia est maître de Miami, elle suborner les juges, tout le monde, et ce sont en plus des terroristes qui n'hésitent pas à tuer. C'est peut-être de cette mafia que sont sortis ceux qui ont tué Kennedy.

Journaliste. Alors, le 9 mars est un jour clef ?

Fidel Castro. N'importe lequel est un jour clef. Mais chaque jour qui passe est plus grave, parce que ses ravisseurs travaillent l'esprit de cet enfant, torturent cet enfant. Ils rêvent de pouvoir le retenir six mois...

Et le gouvernement des Etats-Unis est complice de tout ça. Voyez un peu : un gouvernement qui déclare des guerres sans demander la permission à personne, qui bombarde, qui lance des missiles et tout le saint-frusquin, je crois qu'il pourrait interpréter ses facultés d'une manière correcte et courageuse. Il s'agit en plus d'un cas sur lequel les tribunaux nord-américains n'ont aucune juridiction. C'est aux tribunaux du pays d'origine de l'enfant à en décider, vous comprenez ? On verra bien ce que fera ce juge.

Si ce juge ne se prononçait pas en faveur du retour de l'enfant - et je ne vois pas comment il pourrait se prononcer autrement - il ne resterait rien du prestige des Etats-Unis. Il se peut qu'il se prononce en faveur de l'Attorney General et du SIN, mais alors les autres peuvent recourir à la cour de cassation d'Atlanta. Le gouvernement a toute faculté pour accélérer le procès. Cela reviendrait à prolonger les choses peut-être pour quelques semaines de plus, mais le prestige des Etats-Unis n'y résisterait pas et il

ne peut se risquer maintenant à dire qu'il va attendre le verdict de la Cour suprême.

Selon la loi yankee, c'est censément au second pourvoi, à Atlanta, que tout se décide, et c'est généralement ce qu'a décidé le juge.

Journaliste. S'ils ratifient...

Fidel Castro. Eh bien, le gouvernement va se saborder. On ne sait pas jusqu'où il peut couler, mais c'est sa faute.

Que je sache - non parce que le gouvernement l'a dit, mais parce que je le vois, je le constate, il n'est pas besoin d'être sorcier, et les années apprennent - le gouvernement souhaite rendre l'enfant. Le problème, c'est qu'il a peur. Il veut régler la question, mais il a peur. Au point que, même si le juge se prononçait en sa faveur, il n'oserait pas aller chercher l'enfant chez l'individu qui le retient. Et vous avez donc un type sinistre, aux antécédents inconcevables, qui a reçu le droit de garde de l'enfant, et un gouvernement qui n'ose même pas aller l'y chercher, parce que les autres menacent de faire du scandale. Voilà la situation réelle.

Je ne veux pas offenser ni blesser le président, ni l'Attorney General, même pas Mme Albright, - car je constate ce que je vois et ces gens-là se rendent bien compte qu'il s'agit d'une insanité - mais quand allez-vous vous décider à faire preuve d'un minimum de détermination et présenter un ultimatum à cet individu ? Le FBI peut tout simplement se rendre chez lui et lui dire : «Vous devez nous donner cet enfant et ne nous obliger pas à recourir à la force !» Et vous pouvez être sûrs que l'individu va en être vert de peur, et ses alliés aussi, parce qu'il sont démoralisés. Oui, il est absolument inconcevable que ce sinistre individu continue d'avoir cet enfant.

Quant à l'accusation d'espionnage qu'on a tramée, il n'en existe pas la moindre preuve. Et la troisième erreur des autorités nord-américains, c'est la décision - sans que notre pays ait accepté, et tous les documents le prouvent - d'envoyer de force Imperatori dans un pays tiers, de l'expulser au Canada. Et Imperatori est un homme d'honneur. Je peux vous dire qu'il n'a même pas bu d'eau durant les deux premiers jours de sa grève de la faim. Résultat : dimanche, fièvre élevée, déshydratation, urine dense. Dimanche, il a commencé à prendre du liquide, mais il n'avait pas pris d'eau pendant plus de trente heures. Et il n'a pas une goutte de réserve, parce qu'il est plus maigre que don Quichotte. Imaginez un peu don Quichotte faisant la grève de la faim ! Eh bien, Imperatori est restée d'une fermeté à toute épreuve.

Quand il est arrivé à Montréal, il nous a téléphoné, parce que nous ne savions même pas où il était, et j'ai pu m'entretenir avec lui, ainsi qu'avec l'ambassadeur et le consul. Je le salue et je lui demande : «Comment t'a-t-on traité dans l'avion ?» Il me répond : «Avec beaucoup de respect. On m'a dit qu'on savait que je faisais grève de la faim et on m'a demandé si je voulais boire un liquide, et j'ai dit non.» Et il a ajouté aussitôt : «Je tiens à vous dire que je vais poursuivre ma grève.» Il est allé à l'ambassade et il l'a poursuivie, pas contre le Canada, mais contre ceux qui l'y avaient conduit, comme il dit dans son message au peuple canadien, de force. Il ne l'avait pas demandé.

On lui a même tendu un piège avec son passeport. Ce n'était pas lui qui l'avait, mais ses avocats. Les autorités ont demandé le passeport aux avocats, sans leur dire dans quel but. En fait, avec ou sans passeport, c'était quelqu'un de bien connu, et on l'aurait expulsé avec ou sans. En tout cas, il n'avait plus de passeport, lui.

Donc, quand il arrive au Canada, la première qu'il communique, c'est qu'il va poursuivre sa grève de la faim. Après, il est allé à l'ambassade cubaine à Ottawa.

Les autorités canadiennes l'ont bien accueilli. J'ai l'impression qu'elles pensaient qu'elles aidaient à régler un problème, mais le problème restait entier, parce qu'Imperatori poursuivait sa grève. Le samedi, il n'avait même pas pris de petit déjeuner. Ce jour-là, à onze heures du matin, il a lu une

déclaration informant de sa grève de la faim. Vers 20 h 35 ou 33, le FBI s'est présenté et lui a laissé cinq minutes pour prendre un manteau. Il lui a aussi demandé s'il avait des bagages. Lui a répondu que non. Après, ils l'ont fait descendre au stationnement. Je dois dire que la police l'a traité avec des égards, ne lui a pas passé les menottes. Imperatori est entré dans la voiture avec beaucoup de dignité. On l'a conduit à l'avion, et il semble que l'appareil a pris du retard à l'aéroport. En tout cas, il est arrivé vers minuit à Montréal. Où il a été accueilli par le consul cubain au consulat. C'est là que j'ai pu converser avec lui, comme je l'ai déjà raconté. Il a annoncé qu'il allait poursuivre sa grève. Comme on ne l'avait pas consulté au sujet de ce voyage, Imperatori a expliqué aux Canadiens à son départ qu'il n'avait pas demandé à venir. Il est donc allé à l'ambassade et a poursuivi sa grève. Puis, vient la note du gouvernement cubain qui explique... Pour ma part, je n'explique plus rien, parce que toutes ces choses-là, il faut les manier dans le plus grand secret.

Je sais que tout le monde veut savoir, partout, mais Imperatori l'explique dans sa lettre. Je sais qu'elle est l'opinion, par exemple, aux Nations Unies. Là, tout le monde a reçu le message et on y dit : «Maintenant, nous comprenons.» Personne ne comprenait pourquoi une grève au Canada. C'est qu'on l'y avait conduit de force. Il ne savait rien.

Ce n'est pas la faute des Canadiens. En fait, les Canadiens ont été impliqués dans ce problème. Mais il n'y avait absolument rien contre le Canada, pas de protestation contre les Canadiens. Et je pense qu'en fait les Canadiens ont contribué à la solution du problème. Toutes les parties ont contribué à trouver une solution qui, comme le dit la note du gouvernement, se fait dans l'honneur et la dignité. Une solution qui a été atteinte vers minuit, dans la nuit de mercredi à jeudi.

Voilà pourquoi les Cubains qui sont allés accueillir Imperatori au Canada pour le ramener à Cuba sont partis sans le savoir. Nous avons parlé d'un groupe qui n'aurait même pas besoin de descendre de l'avion. Un groupe représentant ceux qui sont en train de lutter pour l'enfant et pour Imperatori lui-même, parmi les plus émérites, plus un groupe de la presse. Au total, la famille d'Imperatori, huit médecins, dix ou douze journalistes, et quarante compañeros et compañeras qui se sont distingués dans cette lutte, pour accueillir Imperatori dans l'avion et l'accompagner à son retour à Cuba. Je crois que la presse dominicale va publier l'histoire en photos de ce voyage aller et retour. Aujourd'hui, on en a publié huit minutes.

Mais tout ce qu'il s'est passé là est émouvant. Il est monté dans l'avion avec une dignité impressionnante. Je l'ai attendu, on l'a conduit dans une clinique et nous aurons demain une information de ce que diront les médecins. Il a perdu presque six kilos en cinq jours, bien plus que les normes de perte de poids habituelle chez quelqu'un de maigre.

Journaliste. Je vous avais posé une simple question et vous m'avez concédé aimablement tant de temps que...

Fidel Castro. J'ai un peu honte parce que plusieurs personnes m'attendent. De quelle presse êtes-vous ?

Journaliste. Je suis de l'Agence d'information nationale, et il y a des gens de Radio Rebelde et de la télévision.

Fidel Castro. Vous pouvez publier textuellement ce que j'ai dit et le retransmettre ce soir même. Comme j'ai parlé en toute objectivité, j'assume tout ce que j'ai dit. Et je dis que je ne peux en dire plus parce que je dois être discret. Il ne faut pas dire un mot de plus, car il n'a pas été facile de parvenir à une solution qui soit satisfaisante pour Imperatori. Comme le dit la note, on préserve le maximum de chances qu'il était possible d'obtenir pour qu'il se rende aux Etats-Unis afin de participer au procès. En fait, nous n'en demandions pas plus, juste la possibilité - qui n'est pas une garantie totale, parce qu'ils ne peuvent même pas l'offrir là-bas dans la mesure où un tas d'organismes y participent. Mais c'est ainsi que nous l'avons défini : le maximum de chances qu'il était possible d'obtenir. Alors, il a cessé sa grève de la faim, parce que c'est ça qu'il demandait. Il n'avait plus d'immunité diplomatique, il s'est mis entre leurs mains à eux.

Mais leur situation à eux est très difficile, parce qu'ils ne peuvent absolument rien prouver. Ils se retrouvent devant le zéro absolu, en plein mensonge. Mais, de mon point de vue, ce n'est pas le gouvernement qui a inventé ça. Il y avait trois possibilités, et je me demandais : ont-ils tenté de provoquer depuis quelque temps ? Parce que nos fonctionnaires diplomatiques ont des ordres formels de ne réaliser aucune activité d'espionnage dans notre Section d'intérêts. Et c'est comme ça, comme je l'ai expliqué, depuis vingt-deux ans. Je m'en suis occupé personnellement, parce que, quand Carter a créé cette Section ici, je me suis dit : «Ils vont nous la remplir d'agents de la CIA et il vaut mieux pour nous avoir la morale de notre côté.» Vous comprenez ? Nous avons donné des instructions catégoriques à nos fonctionnaires : aucune action d'espionnage de la part de notre Section d'intérêts.

Comme vous le savez, nous avons été un pays très espionné de partout, et nous avons une bonne expérience dans ce domaine, et nous savons bien des choses à ce sujet.

J'ai moi-même révisé les dossiers de ceux qui partaient là-bas, des experts, je ne vais pas dire le contraire, des gens qui s'y connaissaient. Je les ai choisis et je leur ai donné ces instructions, et j'ai révisé les dossiers de chacun des fonctionnaires. Et la plupart possédait des connaissances, une formation et de la discipline. Cette instruction n'a jamais été violée en vingt-deux ans. Alors, que c'est curieux que ce cas apparaisse quatre jours avant l'audience ! Une dénonciation capable de détruire la morale de l'Attorney General, de détruire le SIN ! Que restait-il de leur crédit juste avant ce procès ?

Si Imperatori était venu ici sans plus, tout le monde aurait dit : il accepte l'accusation. Et c'était inacceptable. Non parce qu'il aurait expulsé un fonctionnaire, mais pour le sort de l'enfant qui en dépendait, de notre point de vue. Si vous détruisez le prestige du SIN, si vous le démoralisez parce qu'on y découvre qu'un haut fonctionnaire est un espion, qu'est-ce que tout le monde aurait cru aux Etats-Unis ? C'était un coup bas contre le SIN, contre l'Attorney General, et même contre le président, et contre Albright, parce qu'ils ont soutenu la décision du SIN de reconnaître l'autorité du père. Et soudain eux-mêmes ne savent plus quoi faire. En fait, nous sommes peut-être les seuls à pouvoir démontrer la fausseté de l'accusation.

Nous n'accusons même pas la direction nationale du FBI. Miami compte un des services les plus importants de cette institution, dont le chef est le frère de l'avocat qui a défendu un des individus accusés à Porto Rico d'être impliqués dans un attentat contre moi, à l'île Margarita. Toutes les preuves existaient. Le plus curieux, c'est qu'un certain Hernández, un des principaux chefs de la Fondation cubano-américaine, n'a pas été inclus dans ce procès alors qu'un des deux fusils prévus pour me tuer lui appartenait ! Ça s'explique justement par la relation de ce chef du FBI de Miami, à travers son frère, avocat à ce procès, avec la Fondation cubano-américaine qui a payé généreusement tous les frais de la défense.

Je le dis et je le répète : ce type-là et la mafia ont monté le FBI en bateau. Et les autorités devront éclaircir tous les faits, ou alors nous nous chargerons de le leur rappeler autant de fois qu'il le faudra, et d'exiger qu'elles prouvent leur accusation.

On les avait aussi monté en bateau lors de l'invasion de la baie des Cochons. Cette fois-ci, elles ont débarqué dans les marais de Zapata à cause de ces deux faits : la séquestration d'Elián et l'accusation d'espionnage. Et nous nous chargerons de le démontrer.

Le peuple a réagi d'une manière extraordinaire. Nous avons livré une grande bataille, qui dure depuis trois mois. Mais que gagnons-nous au retour de l'enfant si un autre enfant peut mourir tous les jours dans les mêmes circonstances, dans la mesure où les autorités ont offert de terribles stimulants à des gens irresponsables auxquels elles ne délivrent pas de visa légaux ? Il est bien plus important d'abattre la loi qui cause et qui a causé on ne sait combien de victimes. Cette loi, il faut l'abroger, et nous lutterons pour ça. Et nous savons nous battre, que personne n'en doute, nous savons nous battre.

Regardez un peu combien de talents sont apparus. Et je lis les enquêtes tous les jours.

Beaucoup se demandent pourquoi je n'ai pas parlé, et je n'ai même pas voulu participer à une tribune ouverte, parce qu'il est inutile que je prenne la parole : que le peuple la prenne, et les jeunes, et tout le monde. Nous ne pensons pas faire de fêtes quand l'enfant rentrera, je l'ai déjà dit : nous l'accueillerons, il ira à un hôpital, comme nous l'avons fait pour Imperatori, pour être examiné et soigné.

Je devrais juste ajouter que j'ai parlé à Imperatori aujourd'hui et avec les médecins, qui, comme ils voulaient connaître son état général, lui ont fait plusieurs examens parmi les plus urgents. Un de ses amis médecins au Canada lui avait fait quelques prise mercredi, pour faire quelques analyses. Ici, on les lui a faites de nouveau, pour comparer. Peut-être en sortira-t-il en meilleure santé, parce qu'il fume beaucoup.

Journaliste. Le cigare ?

Fidel Castro. Des cigarettes. Il fume beaucoup, c'est vrai, et il avale la fumée. Dimanche au Canada, sa situation s'est un peu compliquée : ça faisait deux jours qu'il ne buvait pas d'eau, alors qu'il était censé avaler du liquide avec des vitamines et des éléments essentiels.

Je crois qu'on va le renvoyer chez lui demain après-midi, dans l'idée qu'il se repose quinze jours. C'est tout ce que je peux dire.

Je vous remercie. Je pars, on m'attend. Ça suffit pour vous ?

Journaliste. Plus que suffisant.

Fidel Castro. Vous pouvez dire tout ça en mon nom et expliquer que je n'ai pas besoin de faire de discours, parce que nous avons un peuple instruit et conscient, capable de parler par lui-même et aussi de se battre. Rien de plus. Au revoir.

## **Lieu:**

Pabexpo, Ciudad de la Habana, Cuba

## **Date:**

04/03/2000

---

**Source URL:** <http://www.comandanteenjefe.com/fr/entrevistas/presse-nationale-et-etrangere-la-cloture-du-second-festival-international-du-havane>